



PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

3^{ème} Commission permanente sur le Dialogue entre les Civilisations et les Droits de l'homme

Groupe d'Etude spécial sur l'Egalité des Genres et les Droits de la Femme

Les Femmes en politique dans la Méditerranée

Co-Rapporteurs: Mme Askin Asan (Turquie) et Mme Houda Bizid Blaiech (Tunisie)

***Rapport approuvé par consensus par la 3^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 26 Juin 2009 à Lisbonne***

I. Contexte:

L'article 21 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme reconnaît le droit de toute personne à prendre part au gouvernement de son pays. L'égalité entre les femmes et les hommes ne peut être respectée que si les deux sexes sont aussi en mesure de participer au processus décisionnel à tous les niveaux. Les femmes représentent plus de la moitié de la population et de l'électorat dans les États membres, mais continuent à être fortement sous-représentées en politique et dans la prise de décisions publiques dans une grande partie de ses États membres.

La Convention de 1979 sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW) fournit une base pour atteindre une égalité entre les femmes et les hommes afin d'assurer aux femmes l'égalité d'accès et l'égalité des chances dans la vie politique et publique, y compris en ce qui concerne le droit de vote, se présenter aux élections et occuper des fonctions publiques à tous les niveaux de gouvernement (article 7).

Les États parties conviennent de prendre toutes les mesures appropriées visant à surmonter les discriminations historiques contre les femmes et les obstacles à la participation des femmes au processus de prise de décision (article 8), y compris la législation et les mesures temporaires spéciales (article 4).

Le Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes se déclare toujours préoccupé par le faible taux d'exécution des articles 7 et 8 de la Convention. Dans sa recommandation générale 23 de 1997, le Comité a examiné la persistance d'obstacles à la participation des femmes à la vie politique et publique et fixe une série de mesures pour les gouvernements afin de prendre et de respecter pleinement les articles 7 et 8, exhortant en particulier à l'adoption de mesures spéciales temporaires, conformément à l'article 4 de la Convention.

La IV^{ème} Conférence mondiale sur les Femmes tenue à Pékin en 1995, a attiré l'attention sur la persistance de l'inégalité entre les hommes et les femmes dans la prise de décision. La

Déclaration de Pékin et sa Plateforme d'Action reconnaissent la répartition inégale du pouvoir et de la prise de décision comme l'un des douze domaines critiques de préoccupation.

Le Programme d'Action définit des mesures concrètes pour garantir aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation dans les structures de pouvoir (objectif stratégique G.1), et à accroître la capacité des femmes à participer à la prise de décisions et leadership (Objectif stratégique G.2).

Les conclusions concertées 1997 / 2 de la 41^{ème} session de la Commission de la Condition de la Femme ayant pour thème « les Femmes au pouvoir et dans le processus de décision » a appelé à l'accélération de la mise en œuvre du Programme d'Action de Pékin dans le but de parvenir à leur pleine et entière participation dans le processus de prise de décision. Les gouvernements ont été instamment invités à établir des objectifs assortis de délais pour atteindre l'équilibre des sexes et veiller au respect de ce genre de législation.

La session spéciale de l'Assemblée générale de Femmes tenue en 2000 intitulée « l'an 2000 : Egalité entre les sexes, Développement et Paix pour le 21^{ème} siècle » a passé en revue les réalisations pour la promotion des femmes au pouvoir et aux postes de décision. Il a noté qu'un nombre croissant de pays ont adopté des politiques de discrimination positive, y compris la mise en place de systèmes de quotas lors des élections, la fixation d'objectifs mesurables, et le développement de la formation en leadership pour les femmes.

La Résolution de l'Assemblée générale 58/142 sur les Femmes et Participation Politique de 2003, a exhorté les États membres à éliminer toutes les lois discriminatoires dans leurs assemblées législatives nationales, contre « les attitudes sociales négatives sur la capacité des femmes de participer à part égale dans le processus politique » (paragraphe 1d), et « instituer des enseignements de programmes dans les manuels scolaires afin de sensibiliser les jeunes sur l'égalité de droit des femmes » (paragraphe 1 g).

La 49^{ème} session de la Commission de la Condition de la Femme en Février-Mars 2005 a examiné l'application du Programme d'action de Pékin et du document final de la 23^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale. La plupart des États membres ont signalé l'introduction de mesures visant à accroître la participation des femmes à différents niveaux des processus de décision, et fait état de progrès dans l'obtention pour les femmes de postes à responsabilités (paragraphe 327). La participation égale reste un défi, cependant, seuls onze États membres ont atteint la masse critique de 30% de femmes au Parlement (par. 331).

Tout en saluant les progrès accomplis par les États membres à ce jour, la Commission a conclu qu'une grande variété de coutumes, de traditions et de stéréotypes dans la plupart des cultures entrave la participation des femmes au processus de prise de décision (paragraphe 351); que, malgré la démocratisation significative depuis 1995, la seule augmentation constante de la participation des femmes à la prise de décision a eu lieu au niveau local (paragraphe 351), et la dévolution du pouvoir au niveau local a permis aux femmes de participer de façon plus significative en politique (paragraphe 351). La commission demanda également une étude sur le lien entre la participation active des femmes dans la vie active et dans la vie politique (paragraphe 352) ainsi que de la manière dont la participation politique des femmes aboutit à la transformation des institutions et des processus politiques (paragraphe 353), et enfin demander une étude du coût de l'exclusion des femmes au regard des objectifs de développement durable (paragraphe 354).

Aujourd'hui, il y a plus de femmes que jamais dans des positions gouvernementales. La proportion de femmes dans les assemblées nationales a augmenté de 8% par rapport à la moyenne mondiale de 18,4% au cours de la décennie de 1998 à 2008, comparativement à une augmentation de seulement 1% dans les deux décennies après 1975. Pourtant, même au rythme actuel d'augmentation, les pays en développement n'atteindront pas l'objectif de la « zone de parité » où aucun des sexes ne détient plus de 60% des sièges pour 2045.

En Février 2009, aucun des pays de la Méditerranée n'avait atteint l'objectif d'au moins 30 pour cent de femmes au Parlement, qui a été fixé par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies en 1990. De plus, il est regrettable que les États membres de l'APM figurent à un rang inférieur à la moyenne mondiale quant à la représentation des femmes dans les assemblées parlementaires (voir tableau).

II. La responsabilité politique pour les femmes exige :

- *Une Forte mobilisation* : Les mouvements de femmes ont joué un rôle important dans de nombreux pays pour promouvoir les droits des femmes.
- *Une Forte représentation*, par un système de quotas et autres mesures temporaires spéciales, comme des sièges réservés qui sont un moyen éprouvé pour aider les femmes à l'engagement dans la compétition politique. Ces systèmes sont actuellement utilisés aux niveaux nationaux et infra-nationaux dans 95 pays.
 - Dans les élections tenues en 2007, la moyenne de la représentation des femmes était de 19,3% dans les pays qui ont utilisé un système de quota électoral, par opposition à 14,7% pour les pays sans quotas, indépendamment du système électoral.
- *Une législation et une politique forte* : un nombre plus élevé de femmes au parlement en général contribue à renforcer l'attention sur les questions concernant les femmes.
 - Une étude de la politique au Royaume-Uni en 2008, confirme que, puisque le nombre de femmes parlementaires a doublé à 18,2% depuis l'élection de 1997, les questions d'une importance particulière pour les femmes - comme la garde d'enfants et de la protection sociale - ont reçu plus d'attention.
- *Une mise en œuvre* : Même lorsque la volonté politique existe, de nombreux gouvernements n'ont pas la capacité, les ressources, ou le savoir-faire pour faire en sorte que les politiques d'égalité entre les sexes soient menées à bien.

III. Contraintes :

Il existe un certain nombre de facteurs qui freinent la participation des femmes à la vie politique et la prise de décision, y compris:

- Le manque de ressources financières des femmes et des groupes de femmes afin de couvrir les frais de participation, un problème qui est plus aigu dans les régions éloignées.
- l'analphabétisme et l'accès limité à l'éducation ainsi que les mêmes opportunités de travail que les hommes.

- les attitudes sociales et culturelles discriminatoires et les stéréotypes négatifs perpétrés dans la famille et dans la vie publique.
- les besoins de famille et la charge d'autres responsabilités, qui sont encore en grande partie assumés par les femmes, et qui par conséquent n'ont pas le temps de participer à la vie publique ;
- Et finalement, les situations de conflits, telles que ceux du Moyen Orient, peuvent également empêcher les femmes - y compris les femmes palestiniennes - à contribuer autant qu'elles le voudraient à la vie politique de leurs communautés.

IV. Certains ont recommandé des mesures visant à accroître la participation des femmes à la prise de décision politique en Méditerranée :

A. Mesures pour les gouvernements, les organes législatifs et les commissions électorales :

1. Prendre des mesures pour atteindre l'objectif de 30% minimum de femmes au niveau local, provincial et national ;
2. Promouvoir une participation plus équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux de gouvernement ;
3. Mettre en place des groupes de genre au niveau local, régional et national, pour permettre la sensibilisation, le lobbying afin d'apporter une perspective de genre sur les questions débattues ;
4. Examen du système électoral afin de permettre que la représentation proportionnelle des femmes augmente les chances d'être élues ;
5. Prévoir la rémunération des conseillers des collectivités locales et établissements de garde d'enfants pour permettre aux femmes de participer à la vie politique ;
6. Revoir les heures de travail et la culture du Parlement en vue de les rendre plus « gender sensitive » ;
7. Informer toutes les personnes impliquées dans l'éducation et la formation de l'importance de l'image dont dispose le rôle des femmes dans la société qui afin qu'elle soit exempte de préjugés et de stéréotypes discriminatoires, qu'il ait un partage plus équilibré de la vie professionnelle, familiale et sociale entre hommes et femmes et une participation plus équilibrée des femmes et des les hommes dans les processus de prise de décision ;
8. Encourager les filles et les femmes à participer et à s'exprimer dans les activités d'éducation et de formation aussi pleinement et activement que les garçons et les hommes ;
9. Encourager et soutenir les efforts des associations et des organisations afin de promouvoir l'accès des femmes aux processus de prise de décision ;
10. Promouvoir ou améliorer la collecte et la publication de statistiques sur la représentation des femmes et des hommes à tous les niveaux des processus décisionnels ;
11. Soutenir, développer et encourager des études quantitatives et qualitatives sur le plan juridique, social ou culturel des obstacles entravant l'accès au processus de prise de décision pour les personnes des deux sexes.

B. Actions à prendre par les partis politiques :

1. Veiller à ce qu'un nombre élevé de femmes candidates puisse se présenter aux élections les élections, y compris pour les sièges dit sécurisés.

2. Assurer la parité entre les sexes dans la sélection des candidats à l'intérieur des bureaux politiques et des positions extérieures.
3. Fournir un appui financier aux femmes afin de se présenter aux élections ;
4. Offrir une formation en leadership pour les femmes afin de leur permettre de s'exprimer en public, d'utiliser les médias, de négocier, et comprendre les mécanismes et procédures parlementaires, etc.
5. Produire du matériel éducatif à l'intention des votants et de campagne électorale qui prennent en compte les questions de genre et qui favorisent la participation égale des femmes dans les élections à tous les niveaux.
6. Encourager les femmes à être actives au sein de leur communauté et de gouvernements régionaux en premier lieu pour aboutir à une politique plus représentative.

C. Actions à l'attention de la société civile :

1. Promouvoir l'établissement de réseaux entre les ONG, les institutions universitaires, les organismes gouvernementaux et les organisations intergouvernementales afin de faire pression pour le changement et la sensibilisation du public.
2. Mettre en place des groupements politiques de femmes qui incluent tous les partis politiques afin de promouvoir les questions de genre au-delà des affiliations politiques et ce afin de promouvoir les échanges entre femmes politiques de différents partis.
3. Offrir une formation et des programmes de tutorat aux femmes intéressées par la politique.
4. Concevoir, lancer et promouvoir des campagnes publiques pour sensibiliser l'opinion publique à l'utilité et aux avantages d'une participation équilibrée des femmes et des hommes dans le mécanisme de prise de décision pour la société dans son ensemble.
5. Surveiller la couverture médiatique des femmes candidates et des femmes politiques ainsi que des questions de genre dans l'agenda politique.

ANNEXES

Annexe 1: Pourcentage de femmes élues **dans les assemblées parlementaires des pays membres de l'APM (2008)**

Annexe 2: *La Femme tunisienne en politique*, Présentation de Mme Bizid Blaiech, Députée

Annexe 3: *La participation des Femmes dans les mécanismes de prise de décisions politiques en Turquie*, Présentation de Mme Esmahan Guven, IKAM (Istanbul Research Center on Women)

Annexe 4: *Le Statut de la Femme au Maroc*, Présentation de Mme Asma Chraïbi, Conseillère au Cabinet du Ministre Mohammed Ameu

Annexe 1

2008

Percentage of elected woman in the National Assemblies of PAM countries
Pourcentage de femmes élues dans les assemblées parlementaires des pays membres de l'APM

Country - Pays	Assembly - Assemblée	%	Last update Dernier mise à jour
Albania - Albanie	Parliament - Parlement	7,14	19/11/2008
Algeria - Algérie	National People's Assembly Assemblée Populaire Nationale	7,71	10/10/2008
	Council of the Nation Conseil de la Nation	2,94	10/10/2008
	Average-Moyenne	5,32	
Bosnia and Herzegovina Bosnie-Herzégovine	House of Representatives Chambre des représentants	11,90	10/10/2008
	House of Peoples Chambre des Peuples	13,33	27/2/2009
	Average-Moyenne	12,61	
Croatia - Croatie	Parliament - Parlement	20,92	2/9/2008
Cyprus - Chypre	House of Representatives Chambre des Représentants	14,29	12/1/2009
Egypt- Egypte	People's Assembly – Assemblée du Peuple	1,81	2/9/2008
	Shoura Assembly – Assemblée de la Choura	6,82	10/10/2008
	Average-Moyenne	4,31	
France	National Assembly – Assemblée Nationale	18,20	2/9/2008
	Senate – Sénat	21 ,87	10/10/2008
	Average-Moyenne	20,03	

Greece - Grèce	Hellenic Parliament – Parlement Hellénique	16,00	11/11/2008
Israel	Parliament - Parlement	17,50	23/4/2009
Italy - Italie	Chamber of Deputies – Chambre des Députés	21,27	16/4/2009
	Senate – Sénat	18,01	16/4/2009
	Average-Moyenne	19,64	
Jordan - Jordanie	House of Representatives Chambre des Représentants	6,36	27/2/2009
	Senate – Sénat	12,73	6/5/2009
	Average-Moyenne	9,54	
Lebanon - Liban	Not Available - Non Disponible		
Libyan Arab Jamahitiya <i>République Arabe Libyenne</i>	General People's Congress Congrès général du Peuple	7,69	6/3/2009
Malta - Malte	House of Representatives Chambre des Représentants	8,70	24/3/2009
Monaco	National Council – Conseil de la Nation	25,00	16/4/2009
Montenegro - Monténégro	Parliament - Parlement	6,17	8/5/2009
Morocco - Maroc	House of Representatives Chambre des Représentants	10,46	28/1/2009
	House of Councillors Chambre des Conseillers	1,11	3/2/2009
	Average-Moyenne	5,78	
Palestine	Not available Non Disponible		
Portugal	Assembly of the Republic Assemblée de la République	28,26	13/3/2009
Serbia - Serbie	National Assembly – Assemblée Nationale	21,60	24/3/2009
Slovenia - Slovénie	National Assembly – Assemblée Nationale	13,33	5/3/2009
	National Council – Conseil National	2,50	11/11/2008
	Average-Moyenne	7,91	

Syrian Arab Republic <i>République Arabe Syrienne</i>	People's Assembly Assemblée du Peuple	12,40	3/9/2008
The Former Yugoslav Republic of Macedonia <i>Ex-République Yougoslave de Macédoine</i>	Assembly of the Republic Assemblée de la République	31,67	25/3/2009
Tunisia - Tunisie	Chamber of Councillors Chambre des Conseillers	15,18	10/10/2008
	Chamber of Deputies – Chambre des Députés	22,75	17/10/2008
	Average-Moyenne	18,96	
Turkey - Turquie	Grand National Assembly Grande Assemblée Nationale	9,11	14/11/2008
PAM Member Countries <i>Pays Membres de l'APM</i>		14,37	
World average <i>Moyenne mondiale</i>		18,04	

*Rapport Relatif à la Participation De
la Femme Tunisienne dans la vie
politique et publique*

Présenté à

**l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée
Commission permanente sur le Dialogue des
Civilisations et les Droits de l'Homme**

Par Mme Houda BIZID BLAIECH
Co-Rapporteur du

**Groupe d'Etude sur les Questions de Genre et
d'Egalité**

13 Mars 2009

La situation des femmes en politique en Tunisie

La Tunisie qui a donné son nom à l'Afrique – IFRIQUIA – ce petit pays de 162.000 km² et de dix millions d'habitants a été au confluent de plusieurs grandes civilisations grâce à sa situation géographique stratégique; à la pointe de l'Afrique, au cœur de la Méditerranée, au carrefour de l'Orient et de l'occident et à seulement 140 km de l'Europe.

La Tunisie est le résultat d'une histoire trois fois millénaire qui a vu le brassage de civilisations aussi riches que diverses; la civilisation berbère, punique, romaine, byzantine, arabe, espagnole et ottomane.

La synthèse de ce brassage culturel a façonné la personnalité et l'identité tunisienne et a donné naissance à un "HOMOTUNISIANUS" ouvert, tolérant, pragmatique profondément attaché à sa culture arabo-musulmane et résolument ouvert à la modernité et aux valeurs universelles.

L'histoire de la Tunisie évoque aussi la présence de figures emblématiques de femmes célèbres.

La légende raconte que Carthage fut fondée par la mythique Reine Didon ou "Elyssa".

L'histoire raconte aussi la révolte de la Reine berbère " la Kahena " qui a résisté avec acharnement à la conquête arabe jusqu'à sa défaite.

La célèbre AROUA la kairouanaise n'a-t-elle pas su grâce à son intelligence et sa culture imposer le célèbre "contrat de mariage Kairouanais" en pleine capitale de l'occident musulman "Kairouan", contrat qui lui permettait d'imposer la monogamie.

Cet héritage historique et culturel a favorisé la naissance d'un courant réformateur qui a commencé à se dessiner à la moitié du 19^{ème} siècle appelant à l'émancipation de la femme, conduit notamment par Mohamed Snoussi (1897) et Abdelaziz Thâalbi (1920).

La cause féminine a été surtout défendue par le penseur TAHAR HADDAD qui a appelé à l'émancipation de la femme, à l'instruction des filles et à leur affranchissement des pesanteurs des coutumes et des traditions injustes et erronées. Son célèbre livre publié en 1930 sous le titre "*Notre femme dans la société et dans la chariâa*"* marquera à jamais l'histoire de la libération de la femme.

Ce courant réformiste qui s'est dessiné dans le sillage de la lutte pour l'indépendance conduite par le Leader HABIB BOURGUIBA -premier Président de la République Tunisienne- a fait que **la première œuvre législative promulguée au lendemain même de l'indépendance fût "le code du statut personnel" –CSP- (code de la famille).**

* chariâa : la loi musulmane

La coïncidence entre la date de proclamation de l'indépendance de la Tunisie, le 20 mars 1956 et la promulgation du CSP le 13 août 1956 n'est pas le fait du hasard, pour les combattants pour l'indépendance et les bâtisseurs de l'Etat moderne et à leur tête le Leader HABIB BOURGUIBA, la lutte pour l'indépendance, la liberté et la souveraineté nationale impliquait nécessairement la liberté et l'émancipation de la femme et faisait partie intégrante du combat pour la "LIBERTE".

Le code du statut personnel promulgué avant même la promulgation de la constitution de l'Etat (1^{er} juin 1959) révèle la volonté des réformateurs de bâtir une société basée sur les valeurs démocratiques, les droits de l'homme et le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, principe puisé dans notre culture arabo-musulmane et en harmonie avec la culture universelle et les exigences de la modernité et l'ouverture sur l'autre.

Cet acquis civilisationnel qu'est le CSP a en effet révolutionné la société tunisienne en profondeur, notamment avec l'abolition de la polygamie, l'interdiction du mariage des enfants, l'obligation du consentement au mariage, l'instauration du mariage civil officiel et le divorce judiciaire.

Cinquante deux ans après sa promulgation le CSP reste une spécificité unique dans le monde arabo-musulman et la femme tunisienne peut être fière de jouir pleinement de la citoyenneté.

Avec l'avènement du 7 novembre 1987, le Président ZINE ELABIDINE BEN ALI a poursuivi le processus réformiste en engageant le pays dans une réforme globale, selon une approche des droits de la "personne humaine" qui associe aux droits politiques et civils, les droits sociaux, économiques et culturels.

Le processus de la libération économique sera accompagné d'une politique sociale visant la consolidation des équilibres sociaux et la cohésion sociale.

Dans cet ordre d'idées le principe de la solidarité nationale est érigé en valeur constitutionnelle (article 5 de la loi référendaire de 2002) et la lutte contre l'exclusion et la marginalisation sociale devient un objectif prioritaire.

C'est dans ce contexte politique et social et grâce à cette vision prospective et avant-gardiste que les droits de la femme, indissociables et indivisibles des droits de l'homme, vont connaître un essor sans précédent.

Pour le Président Ben Ali, les droits de la femme ne sont pas négociables et ne

feront l'objet d'aucun compromis. "Le code du statut personnel est un acquis civilisationnel auquel nous sommes attachés et par lequel nous nous tenons engagés. Nous en sommes fiers et nous en tirons un réel orgueil".

Il n'y aura ni remise en cause ni abandon de ce que la Tunisie a pu réaliser au profit de la femme et de la famille, a-t-il affirmé, tranchant ainsi avec une polémique suscitée alors par une tendance intégriste.

Un nouveau tournant en faveur des droits de la femme est alors amorcé le 13 août 1992 avec une panoplie de mesures qui vont conforter encore plus ces droits.

Les mesures annoncées le 13 août 1992 et concrétisées par les modifications et amendements introduits principalement au code du statut personnel (et à d'autres codes tels que le code de la nationalité, le code des obligations et des contrats, le code pénal, le code du travail, ...) consacrent définitivement l'égalité juridique entre l'homme et la femme et accorde à cette dernière le statut de partenaire actif.

Pour préserver durablement les acquis de la femme, le président ira jusqu'à promulguer une loi constitutionnelle, le 27 octobre 1997 au terme de laquelle il **hisse le CSP au niveau de la constitution et donne au principe de la non-discrimination à l'égard de la femme une valeur constitutionnelle.**

Par ailleurs, la réforme du 1^{er} juin 2002, soumise pour la 1^{ère} fois dans l'histoire de la Tunisie au référendum populaire, consacre la dimension des droits de l'homme dans leur globalité, universalité et interdépendance et élargit les prérogatives de la femme, non seulement en tant que sujet de droit, mais en tant que citoyenne à part entière.

Aujourd'hui, grâce à une volonté politique clairement affichée et concrétisée par un dispositif juridique et institutionnel efficace, l'on peut affirmer que le principe d'égalité et d'élimination de toute forme de discrimination fait désormais partie intégrante de notre culture et de notre identité.

Avant d'entamer cette étude sur la participation de la femme dans la vie publique et politique une remarque préliminaire s'impose cependant.

La progression continue de la participation de la femme dans ce domaine s'explique par plusieurs facteurs dont quatre sont, à notre avis, essentiels:

1 . La volonté des dirigeants politiques d'élever la femme au rang de sujet de droit et de citoyen en la dotant d'un statut juridique égal à l'homme et ce, en recourant d'une part au droit, en tant que vecteur principal de changement et de développement et d'autre part aux actions positives comme nous aurons l'occasion de le constater dans ce rapport.

2 . La démocratisation de l'enseignement avec son double caractère gratuit et

obligatoire a favorisé une avancée spectaculaire de la participation des filles dans le système éducatif. Devançant ainsi la présence des garçons, les femmes ont pris conscience en effet que le véritable ascenseur social qui permet d'accéder à la liberté, au pouvoir et aux postes de décision, est l'éducation (voir tableau en annexe).

3 . Le droit à la limitation des naissances et à l'interruption volontaire de la grossesse ainsi que la commercialisation des produits contraceptifs depuis les années 60 ont permis à la femme de maîtriser et de planifier ses grossesses et, partant, d'aspirer aux postes de responsabilité et d'accéder au monde politique.

4 . l'existence d'un tissu associatif agissant et efficace a contribué à encadrer et a former les femmes et a facilité leur ascension aux postes de décision

Ces remarques faites, nous proposons d'étudier la question de la participation de la femme dans la vie politique et publique à travers quatre axes principaux :

I – Le dispositif juridique

II – Les mécanismes institutionnels

III – Les mesures positives

IV – Les indicateurs

I – Le dispositif juridique: Les mécanismes législatifs garantissant les droits politiques et civils de la femme

Les droits politiques et civils de la femme sont garantis aussi bien par la législation interne que par les pactes et instruments internationaux ratifiés par la Tunisie.

Au niveau du droit interne:

1) La Constitution:

La constitution tunisienne a consacré le principe de l'Egalité entre l'homme et la femme depuis sa promulgation le 1^{er} juin 1959.

L'article 6 de la constitution dispose d'une manière claire et expresse : "Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi".

Les femmes ont le droit d'élire et d'être élues à toutes les instances et institutions

politiques et publiques. Ce droit est garanti par les articles 20 et 21 de la constitution.

Par ailleurs et au titre des amendements introduits en vertu de la loi constitutionnelle du 27 octobre 1997 et celle du 1^{er} juin 2002 (soumise pour la première fois dans l'histoire constitutionnelle de la Tunisie au Référendum populaire), le principe de l'égalité entre les citoyens a été renforcé à travers la consécration explicite du principe de la Non Discrimination entre les sexes:

L'article 8 de la constitution spécifie à cet effet que " ... les partis politiques doivent respecter la souveraineté du peuple, les valeurs de la République, les droits de l'homme et les principes relatifs au statut personnel".

Le même article affirme que "les partis politiques s'engagent à bannir toute forme de violence, de fanatisme, de racisme et toute forme de discrimination.

Un parti politique ne peut s'appuyer fondamentalement dans ses principes, objectifs, activités ou programmes sur une religion, une langue, une race, un sexe ou une région".

Le droit d'élire et son corollaire naturel le droit d'être élu constituant, sans aucune contestation, l'attribut majeur de la citoyenneté et son expression la plus significative puisqu'ils consacrent la participation civique . C'est pour ces considérations que le législateur tunisien a veillé à ce que ce droit soit exercé sur un pied d'égalité entre l'homme et la femme en bannissant toute forme de discrimination à l'égard de celle-ci.

L'article 21 de la constitution tel que modifié en 1991 définissant les conditions à remplir pour avoir la qualité d'électeur et d'élu, met sur un même pied d'égalité la filiation par la mère et par le père.

L'article 21 dispose: "est éligible à la chambre des députés, tout électeur né de père tunisien ou de mère tunisienne et âgé au moins de vingt trois ans accomplis le jour de la présentation de sa candidature".

Par ailleurs, le droit de vote va évoluer vers l'élargissement de l'assiette de l'électorat, le Parlement tunisien vient d'adopter un projet de loi constitutionnelle visant à baisser l'âge de l'électeur à 18 ans au lieu de 20 ans, ce qui va permettre à une nouvelle génération de jeunes de participer à la vie publique et politique, il s'agit de loi du **28 Juillet 2008**.

1) Les lois:

Le code électoral: l'article 76 du code électoral va dans le même sens en mettant la condition de naissance du père et de la mère sur un pied d'égalité.

La loi sur les partis politiques: la loi organique du 3 mai 1988 organisant les partis

politiques précise dans son article 5 qu'un parti politique doit être organisé sur des bases et principes démocratiques et reprend dans les articles 2 et 3 les principes constitutionnels relatifs au respect de l'égalité entre l'homme et la femme, consacrant ainsi explicitement le principe de la non-discrimination à l'égard de la femme.

Au niveau du droit international:

La Tunisie a ratifié presque tous les instruments internationaux et a adhéré aux pactes fondamentaux relatifs aux droits politiques et civils ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle a ainsi adopté, en ce qui concerne notre sujet ;

La Convention internationale sur les droits politiques de la femme de **1952**, la Tunisie a adhéré à cette convention par la loi du **21** Novembre **1967** , publiée par le décret de **1968**.

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (**CEDAW**) par la loi du 12 juillet **1985**. le texte de la convention a été publié le **26** Novembre **1991**.

Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Il est à noter à ce niveau que la Chambre des Députés vient de voter le projet de loi relatif à l'adhésion de la Tunisie au protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en session plénière le **3** juin **2008**.

La Tunisie a aussi ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant par la loi du **29** novembre **1991**. Elle a ratifié également les **2** protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant par la loi du **7** mai **2002**.

La Tunisie a levé toutes les réserves émises lors de la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant (le **3** juin **2008**).

II – Les mécanismes institutionnels:

La Tunisie a mis en place une panoplie de mécanismes institutionnels spécifiques dans le but de favoriser et de concrétiser la politique d'intégration de la femme dans la vie publique et politique et d'assurer surtout une meilleure adéquation entre la loi et le vécu; entre le texte et le contexte:

Les mécanismes institutionnels gouvernementaux:

1) le ministère des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées – M.A.F.F.E.P.A.-

Initialement érigé en simple Secrétariat d'Etat délégué auprès du premier Ministre, il a évolué en 1993 en un véritable Ministère délégué auprès du premier Ministre puis a évolué en ministère complètement autonome en novembre **1999**.

Le **M.A.F.F.E.P.A** joue un rôle primordial en matière de coordination de l'action des différentes institutions gouvernementales, en vue de promouvoir la situation de la femme compte tenu de son caractère transversal. Il a aussi pour rôle d'améliorer l'intégration de la femme au processus du développement, d'évaluer les programmes réalisés au profit de la femme et d'appuyer la dynamique associative.

Le **M.A.F.F.E.P.A** a des directions régionales qui couvrent tout le territoire du pays pour une meilleure intégration des femmes.

C'est aussi un ministère d'action et d'impulsion horizontale, il intervient au plan de la décision, ses programmes sont adoptés par le Gouvernement et exécutés par les ministères concernés et accessoirement par les **ONG**.

a. Le Conseil National de la femme, de la famille et des personnes âgées

Il s'agit d'un organe consultatif sur lequel s'appuie le MAFFEPA aux fins de développer un partenariat entre les intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux dans la politique femme et famille.

La composition du Conseil s'est élargie dans le sens d'une plus grande ouverture sur les partenaires de la société civile, les acteurs sociaux et sur les compétences nationales reconnues pour leur action en faveur de la promotion des droits de la femme.

Le Conseil est composé de trois commissions spécialisées:

La Commission de la participation de la femme dans la vie publique

La Commission de conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle.

La Commission d'intégration et de veille aux personnes âgées.

2) La commission nationale "femme et développement"

Créée sur instruction du **Président de la République** en **1991**, cette commission présente une importance particulière en ce sens qu'elle est venue institutionnaliser pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie moderne l'approche "**Genre**".

La mission impartie à cette commission consiste à participer au plan de développement et à élaborer une stratégie qui permet une meilleure intégration de la femme dans l'ensemble des secteurs relatifs au développement, non seulement en tant que bénéficiaire, mais aussi en tant qu'actrice agissante et efficace.

3) Les structures régionales

Dans le cadre de l'intérêt accordé aux régions et dans le but d'assurer une meilleure décentralisation des activités du M.A.F.F.E.P.A, des commissions régionales de suivi du Plan National de promotion de la femme ont été créées en 1999.

La commission régionale veille à la promotion de la femme et particulièrement de la femme rurale et procède à l'établissement du plan pour la promotion de la femme rurale spécifique à chaque gouvernorat, veille à son exécution, suivi et évaluation en coordination avec la commission nationale pour la promotion de la femme rurale.

4) Le Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme – CREDIF–

Il s'agit d'un organe scientifique, comme son nom l'indique, qui agit sous la tutelle du **M.A.F.F.E.P.A.**

Il s'est imposé depuis sa création en **1990** comme un espace d'échange national et international sur les questions "**Genre**" et égalité des sexes.

Sa mission consiste en effet à :

Encourager les études et les recherches sur la femme et sur son statut dans la société.

Collecter les données et documents ayant trait à la situation de la femme et veiller à leur diffusion.

Etablir des rapports sur l'évolution de la condition de la femme.

Le **CREDIF** a par ailleurs mis en place un observatoire de la condition de la femme destiné à donner une image fiable et fidèle de la réalité et de l'évolution de la situation de la femme et ce par l'élaboration de recherches, d'enquête et de rapports annuels.

Il a mis en place une base de données bibliographiques "femme" et une bibliothèque informatisée qui donne accès aux bases de données sur la femme.

Avec l'appui de l'Unesco, le **CREDIF** a créé "la chaire internationale de la condition

de la femme" qui organise des conférences de niveau interne et international avec des chercheurs universitaires experts en matière de la condition des femmes.

Il a et c'est important de le souligner, organisé des sessions de formation destinées à introduire " l'analyse genre" dans le domaine de la recherche et de la planification.

Il assure des cycles de formation au profit des femmes cadres, relatifs au cheminement des carrières, à l'introduction de l'approche genre et développement et le management des ressources humaines.

La formation dispensée par le centre a aussi pour objectif de stimuler chez les femmes la volonté de participer à la prise de décision dans la vie politique et publique et promouvoir ainsi une représentation plus équilibrée entre les hommes et les femmes.

La formation a aussi pour objectif de faire le point sur le rôle accompli par les femmes dans les espaces publics tant politique qu'économique, elle sert à expliquer des situations constatées telles que le "glass ceiling" ou "le plafond de verre" et désigner les obstacles visibles et invisibles auxquels se heurtent les femmes dans l'avancement de leurs carrières, dans les instances publiques, dans la prise de décision, dans les associations, les syndicats ou dans les partis politiques.

Les organismes non gouvernementaux – ONG:

La volonté de promouvoir le rôle de la femme dans la vie publique s'est illustrée à travers l'augmentation des associations féminines dont le nombre est passé de **2** en **1989** à **25** actuellement.

Les associations jouent un rôle important pour agir sur les mentalités et modifier les stéréotypes qui persistent.

Elles mènent à ce titre des campagnes de sensibilisation et d'information sur tout le territoire afin de faire connaître les droits de la femme et la place qu'elle doit tenir dans la société.

III – Actions positives ou "discrimination positive"

Il s'agit de mesures temporaires initiées par les pouvoirs publics et impulsées par la volonté **du Chef de l'Etat** en vue de favoriser la participation des femmes aux postes de prise de décision, de responsabilité et faciliter leur accès aux instances politiques, le but étant de s'acheminer progressivement vers la réalisation d'une parité effective et durable entre l'homme et la femme, d'où l'importance de ce genre d'actions positives à l'égard des femmes.

C'est dans ce cadre que le **Président de la République** a nommé une conseillère chargée des affaires de la femme à la Présidence.

En **1992** le **Chef de l'Etat** a nommé à des postes de responsabilité des femmes au cabinet de chaque ministre.

Dans les conseils régionaux un quota a été réservé à la présence des femmes.

Le **RCD**, parti majoritaire au pouvoir, a mis en place un secrétariat permanent pour la femme et ce, pour impulser une dynamique "Femme" à tous les niveaux d'action.

Sous l'impulsion du **Président de la République** un taux de représentation de **25%** au minimum a été réservé aux femmes pour les élections législatives et municipales (**2004-2009**).

Le taux de représentation des femmes pour les prochaines élections législatives et municipales sera de **30%** au minimum (**2009-2014**).

Par ailleurs et dans cet ordre d'idées le **Président de la République** a invité les partis politiques à renforcer le taux de présence de la femme sur les listes qu'ils présenteront aux prochaines élections afin de favoriser une plus grande présence féminine dans les institutions constitutionnelles.

Le Président de la République affirme en ce qui concerne les actions positives "nous considérons que cette discrimination positive au profit de la femme est en harmonie avec l'évolution de notre société et investit la femme tunisienne d'une grande responsabilité dans la préservation de ses acquis".

Discours du **Président de la République** à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du changement le **7 novembre 2007**.

IV- Les Indicateurs :

*** Le Taux de présence des femmes dans les postes de décision :**

En 2004 il était de 22.3%, en 2007 il est de 24.5% il devrait atteindre 30% à l'horizon de 2009 (Sur décision du Président de la République).

*** Au Sein du pouvoir législatif :**

Le taux de participation de la femme a évolué d'une manière spectaculaire – la Tunisie est classée à la 1^{ère} place dans le monde arabe :

Au Niveau de la Chambre des députés:

En 1994 il était de 7.4%, En 1999 -11.5%, En 2004 22.7% (date des dernières

élections législatives) avec cette remarque que la deuxième vice présidente est une femme, et sur un total de 43 femmes, 4 sont issues des partis de l'opposition.

Au Niveau de la Chambre des conseillers (sénat) crée par la loi constitutionnelle de 1^{er} juin 2002, les femmes représentent 15%, une femme est vice présidente.

*** Au Sein du pouvoir exécutif :**

Le taux de participation des femmes est de 15%

6 femmes sont membres du gouvernement, on compte 1 Ministres femmes et 5 secrétaires d'Etat.

Ministre des Affaires de la Femme, de la Famille de l'Enfance et des Personnes Agées.

Secrétaire d'Etat chargée de l'enfance et des personnes âgées.

Secrétaire d'Etat chargée de la formation sociale.

Secrétaire d'Etat chargée des institutions hospitalières

Secrétaire d'Etat chargée de l'informatique, de l'Internet et des logiciels libres.

Secrétaire d'Etat chargée des Affaires Américaines et Asiatiques.

*** Au Sein des instances judiciaires :**

Dans le corps de la magistrature le taux des femmes magistrats est de **29%** .

Dans Le Conseil Supérieur de la Magistrature on compte 3 femmes sur **15** membres.

Dans le barreau le taux des femmes avocates est de 31%.

*** Au Sein des instances régionales et locales :**

La proportion des femmes au sein des conseils municipaux (mairies) est passée de **13 %** en **1990**, à **16 %** en **1995**, à **27.4%** à l'issue des dernières élections municipales (**2005-2010**).

Dans les Conseils régionaux le taux de présence des femmes est de **32%**.

*** Au Sein des hautes instances Nationales :**

Conseils constitutionnels – le taux de représentation des femmes est de **25%** .

Conseil Economique et Social le taux est de **20%**.

Conseil Supérieur de la Communication le taux est de **6.6%**.

Conseil Supérieur de la Magistrature le taux est de le taux est de **13.3%**.

La Cour des comptes est présidée par une femme

Le Médiateur Administratif est représenté par une femme

Une femme gouverneur (préfet) a été pour la première fois nommée en Tunisie (mai 2004).

*** Au Sein de la fonction publique :**

- Le taux des femmes occupant des postes fonctionnels est passé de **14.01%** en 1998 à **22.7%** en 2003 à **23.59%** en 2007.

*** Au Niveau des associations :**

Le nombre des associations féminines est passé de **2** associations en 1989 à **25** actuellement.

Le taux de participation de la femme dans la vie associative est de **42%**.

Le nombre des associations présidées par des femmes est de 190 soit **20%** des instances dirigeantes.

*** Au Sein des instances diplomatiques :**

Les femmes représentent 20% du corps diplomatique.

*** Au Sein des partis politiques :**

Le parti Majoritaire au pouvoir : Le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) a créé en **1992** le Secrétariat Général Adjoint chargé des Affaires de la Femme.

Suite au dernier congrès du parti tenu en juillet **2003** les femmes représentent :

26 % des membres du Comité Central.

21,25 % des cellules de base contre seulement **2.9%** en **1988**.

21 % des fédérations locales contre **2.1%** en **1988**.

Avec cette remarque que lors du dernier congrès du parti tenu en Juillet **2008** le taux des femmes au Comité Central est passé à **37,9 %** , ce qui démontre que le quota de **30 %** instruit par le Président à été appliqué et largement dépassée. Cela consacre la prise de conscience que le partage entre les hommes et les femmes ne peut que renforcer le processus démocratique et contribuer au développement de la société dans le sens globale, durable et équitable du terme./.

*

* *

Annex 3

WOMEN'S PARTICIPATION IN POLITICAL DECISION MAKING MECHANISMS IN TURKEY

(Presentation by Mrs Esmahan Guven, IKAM (**Istanbul Research Center on Women**),
Rome 13 March 2009)

Honorable Delegates of Parliamentary Assembly of the Mediterranean, Dear Guests,

I would like to thank you for inviting me on the occasion of this special task force meeting and to greet you on behalf of my organization and my country.

Firstly I would like to give you a brief introduction about my organization.

IKAM, Istanbul Research Centre on Women, founded in 2006, is a non-governmental organisation focused on women's rights and gender equality.

We follow the global agenda to explore new concepts and works and are most willing to be one of the first organisations to launch them in Turkey both in local and national scale.

In that respect, we strongly believe the starting point of establishing equality between men and women is taking steps to ensure the equal participation of women in power and decision-making processes.

IKAM'S PROJECTS

We believe the key issue is the empowerment of women.

In that respect, we have prepared the "LOCAL ACTION PLAN FOR WOMEN FRIENDLY CITIES" for municipalities. As a part of the Action Plan we aim to raise women's awareness on their existing legal rights, to improve women's status dealing with women's poverty, inadequate education, increasing the rate of propriety rights and to encourage women to take part and responsibility in local political decision making mechanisms in order to integrate gender sensitive policies at local level.

Secondly, our "POLITICAL MENTORING" project consists of 3 steps:

Step 1 – Candidacy: This step covers the selection of politically involved women and the introduction of the big picture of the political life. Most women do not know about the post they apply for.

Step 2 – Training: on politics, law, women's issues if needed.

Step 3 – Mentor-Mentee Practice: Shadowing the mentor in political circles and works. I would like to take this opportunity to inform you that the founder and the current chairwoman

of IKAM is

one of the women deputies of the Turkish

parliament. When we

first designed this project she had positioned herself as a

mentee. Now, she's ready to be a political mentor.

WHY?

Why do we want to achieve all this?

Firstly, participation of women in decision-making mechanisms is most important indicator for the democratic representation and for the democratic process; and secondly a vital necessity since half of the population is women and women should be equally represented in political, economic and social life.

It is obvious that the sustainable development in any field would not be achieved without ensuring the active participation of women at all levels of management, and without securing the mainstreaming of the gender equality perspective in decision-making processes.

Achieving gender equality in power and decision-making processes will help to formulate more effective solutions for the problems and needs of women.

TURKEY

In Turkey, there are many active women's NGOs working on these issues and there is a strong political will.

Within the legal framework major amendments have been accomplished in recent years. Just to give you an example. The Article 10 of the Constitution refers that "man and woman are equal and the state is responsible for maintaining this equality." However, legal equality does not ensure equality in practice. In developing countries women usually have to take care of duties that either the state or the local governments should provide. The educational level of women, their economic status and their responsibilities within the family are determinants in the participation of women in power and decision-making processes.

I would like to share the latest development in Turkey. Last month the "Commission of the Equal Opportunities for Men and Women" has been established as a permanent parliamentary commission.

WOMEN IN POLITICAL LIFE

Although Turkish women obtained the right to vote and to be elected in local elections in 1930 and parliamentary elections in 1934 (earlier than many countries in the world) they have not reached a satisfying level of participation so far.

It is evident from the figures that the efforts of women's NGOs on participation in political life and representation in the general elections of 2007 raised awareness and as a result of this, women represented in the Turkish parliament doubled and increased from 4,4 % to 9.1%, the highest rate achieved in the history of the Republic. However, the desired level has not been achieved yet. In Millennium Development Goals Report 2005, Turkey Government has set the target rate of women's representation in the parliament as 17%. And we believe this is a plausible target.

One of the strategies frequently implemented to increase the representation rates of women in politics is to introduce “quota”. In Turkey there are supportive and opposing views on the quota practice. This strategy may have not been adopted constitutionally; however, there are no legal restrictions for political parties to adopt voluntary quota.

LOCAL LEVEL

Local administrations play a key role in the development of democracy as well as the participation of women in decision-making mechanisms. Women can influence the decisions made at a local level to ensure more gender-sensitive decisions.

However, the representation of women in local administrations, which can be regarded as the first step of their participation in political life, is also low in Turkey. According to the Local Elections of March 2004, only 1.56 % of local administrations are women.

0.56 % of women mayors (Only one out of the 18 female mayors elected in 2004 is a provincial mayor, the others have been elected in municipalities at the level of districts and towns.)

2.3 % of members of municipal boards are women.

1.81% of members of Provincial Assemblies are women.

For the forthcoming Local Elections on March 29th 2009, 169 women candidates will run for 2941 mayorship posts. However, the number of women candidates for local boards and assemblies has increased a great deal. And I believe the situation will improve in 2 weeks time.

WOMEN IN PUBLIC ADMINISTRATION

The situation of Women in Bureaucracy is 17.9 %

TITLE WOMEN IN THE TOTAL (%)

Under secretary		0	
Assistant Under secretary	2.5		
Governor			0
Deputy Governor	1.2		
Director General		3.9	
Deputy Director General	6.6		
Sub-total			3.6
President			6.8
Vice President		8.7	
Secretary General	30		
Assistant Secretary General	25		
Head of Department	14.1		
Assistant Head of Department	7.5		
Regional Director	2.6		
Sub-governor		1.8	
Manager			16

Deputy Manager	27.3	
TOTAL		17.9

The Situation of Female Personnel in the Presidency of Council of State

the senior executive posts are occupied by women.

TITLE WOMEN IN THE TOTAL (%)

President		100
Chief Prosecutor	100	
Vice President	50	
Head of Department	15.3	
Member		47.3
Prosecutor		42.1
Investigating Judge	39.6	
Temporary Rapporteur of the Constitutional Court	33.3	
TOTAL		40.9

The Situation of Female Personnel in the Supreme Court of Appeals

TITLE WOMEN IN THE TOTAL (%)

President		0
Chief Public Prosecutor	0	
Vice President	0	
Head of Department	5.8	
Member		16.4
Investigating Judge	45.3	
Public Prosecutor of the Supreme Court		8.4
TOTAL	29.9	

The Situation of Female Personnel in the Court of Accounts

TITLE WOMEN IN THE TOTAL (%)

President		0
Head of Department	0	
Member		5.1
Audits		23.6
TOTAL	22.3	

In addition, 33 % of the lawyers registered at the Turkish Bar Association are women.

The Situation of Women in Academic Staff

TITLE WOMEN IN THE TOTAL (%)

Presidents		5.3
Deans		12.6
Sub-total		11.7
Professors		27.1
Associate Professors	30.9	

Assistant Professors	33.1	
Lecturers		37.8
Research Assistants	45.7	
Instructors		57.9
TOTAL	38.9	

The involvement of women in the academic staff is quite high, also when compared to other countries. However they do not occupy senior posts such as president or dean at sufficient levels.

When we take a look at these figures we are both optimistic and pessimistic. When we examine the rate in academia or in law enforcement we are optimistic. When it comes to bureaucracy or political participation a certain level of pessimism gets me.

Fortunately, we know that it is a long haul process and a constant effort to achieve women's participation in decision making mechanisms.

And the fact that Turkey has been once governed by a female prime minister – with her pros and cons- makes my country privileged and definitely makes us optimistic for the future.

Thank you very much.

* *

Annexe4

ROYAUME DU MAROC
PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE CHARGÉ DE LA COMMUNAUTÉ
MAROCAINE RÉSIDANT À L'ÉTRANGER



المملكة المغربية
الوزير الأول
الوزارة المكلفة بالجالية
المغربية المقيمة بالخارج

Statut de la femme au Maroc

*Présenté par Asma Chraïbi
Conseillère au Cabinet de M. le Ministre*

A l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée

*Commission permanente sur le dialogue des civilisations et les Droits de l'Homme
2^{ème} réunion du groupe d'étude spécial sur les questions du Genre et d'Égalité*

*13 mars 2009
Parlement italien - Rome*

Monsieur le Président de l'APM, Mesdames et Messieurs les sénateurs et les députés membres de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée, Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales, Mesdames et Messieurs les experts, honorable assistance :

C'est un honneur pour moi de m'exprimer devant vous sur un sujet qui me tient à cœur, à savoir celui de la situation de la femme au Maroc. Je remercie le Dr Sergio Piazzi, Secrétaire général l'APM de m'avoir invitée à participer à vos travaux et je saisi cette occasion pour exprimer ma profonde désolation et mon grand regret du vol dont a été victime le siège de l'APM à Malte et qui a obligé M. le Secrétaire Général à repartir d'urgence pour constater les dégâts, dégâts que je souhaite sincèrement être minimales même si le Staff nous informe que tout le matériel informatique a été volé.

L'évolution du statut de la femme au Maroc fait partie de tout un ensemble d'avancées que le pays a réalisées ces dernières années sous la conduite et les orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans le domaine des Droits de l'Homme, des Droits de la Femme et du Développement humain.

D'importants chantiers de développement sont ouverts. Le Maroc dispose actuellement d'un environnement sain susceptible de constituer un levier efficace pour la réalisation des objectifs de croissance durable, de résorption du chômage et de réduction de la pauvreté. Conditions sine quoi non pour que la femme puisse avancer et s'épanouir, car les outils institutionnels et juridiques ne suffisent pas si la base socio-économique du pays est fragile.

Mon intervention va être brève mais synthétique, je vais essayer de faire un rappel aussi bien des avancées que des réformes majeures prises par le Maroc en faveur des droits de la femme durant les toutes dernières années (5 ans exactement) :

Au niveau des grandes réformes :

- **La réforme du Code de la nationalité**, a été annoncée par Sa Majesté en juillet 2006 et rentrée en vigueur en mars 2007. Elle donne le droit aux marocaines mariées avec des étrangers de transmettre leur nationalité à leurs enfants,
- **La réforme du code de la famille (en 2004)** et les multiples actions de bilans, d'information, de sensibilisation et de formation sur le Code de la famille, pour une application conforme à l'esprit philosophique, menées par le Ministère de la justice et ses différentes structures centrales et régionales.
- **la réforme de la loi des partis politiques, du code électoral et de la charte communale.**

Au niveau gouvernemental :

- L'adoption de la « **Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes par l'intégration de l'approche genre dans les politiques et les programmes de développement** ». à ce niveau, on a observé qu'un grand intérêt est porté par les institutions gouvernementales à l'Egalité Femmes Hommes (EFH). Ce processus fut renforcé par la consécration en 2008 par Sa Majesté de la journée du **10 octobre : « journée nationale de la femme marocaine »** et sous ses hautes orientations, la révision du Code électoral pour garantir une plus grande participation des femmes.
- **L'évolution de la démocratie dans le pays :** les élections législatives de septembre 2007 marquent un tournant historique. La nomination en octobre 2007, de **7 femmes ministres et secrétaires d'état** lors de la constitution de l'actuel gouvernement en octobre 2007, ce qui a amélioré fortement leur taux de représentativité et relevé à 20%. (on pourrait rajouter à cela la bonne présence de la femme marocaine au niveau de la représentation diplomatique du Maroc qui s'est bien enrichie par les dernières nominations par Sa Majesté de 7 ambassadeurs femmes...)
- **L'Engagement du Maroc à réaliser les objectifs de la déclaration du Millénaire « OMD » (le Rapport national 2005 est gendérisé)**, le Maroc fait partie des 5 pays pilotes qui vont proposer des voies innovantes pour l'intégration de l'approche genre dans la mise en œuvre et le suivi de ces OMD.

- Les grandes Réformes juridiques et politiques du Maroc ces dernières années illustrent la volonté de consacrer les droits humains fondamentaux et de renforcer l'engagement du pays dans le domaine des luttes contre les violences, en particulier celles fondées sur le genre. A ce niveau et sous la Présidence effective de Son Altesse Royale la Princesse Lalla Meryem un Programme multisectoriel de **« lutte contre les violences fondées sur le genre »** par **l'autonomisation des femmes et des filles** au Maroc a été lancé en 2008. Ce programme est piloté par le Ministère du Développement social, de la Famille et de la Solidarité (DSFS), il vise à prévenir et à protéger les femmes et les filles de toutes les formes de violences : physiques, verbales, psychologiques, sexuelles, économiques et trafic humain. Action qui vient d'être renforcée par **La levée par Sa Majesté le Roi en décembre 2008 des réserves émises par le Maroc sur la CEDAW. C'est le dernier acquis qui a été annoncé par la lettre royale adressée au CCDH (le conseil consultatif des droits de l'Homme) à l'occasion de la célébration du 60eme anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme.**

Notons ici que si la femme a fait des avancées indéniables et si elle est présente et active dans tous les secteurs d'activités, la politique demeure un secteur plutôt dominé par les hommes. Cette année et dans le but d'arriver à une bonne représentativité de la femme au sein des communes de 2009, le gouvernement a demandé aux partis politiques de lui réserver un quota minimal de 12%. Et pour favoriser la participation politique des femmes, les ministères du Développement social, de la Famille et de la Solidarité (DSFS) et celui de l'Intérieur ont organisé une deuxième campagne de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, action qui s'est déroulée sous le thème : **« Femmes dans les communes: levier de la gouvernance locale »**. M. Chakib Benmoussa, Ministre de l'intérieur a annoncé lors de cette journée la mise en place par son département d'un **fond de soutien aux femmes qui se présentent aux élections communales 2009, et qui s'élève à la somme de 10 millions de dirhams.** Et ce dans le cadre de la volonté du Maroc d'atteindre un taux de **12% de représentation féminine dans les communes au lieu du chiffre actuel très bas et qui est de 0.56.**

Au niveau associatif :

Le rôle que des associations ont joué pour l'ancrage des pratiques démocratiques dans la vie politique du pays est exemplaire. Leur dynamique et mobilisation, ont été observées tout le long de l'année 2007 et jusqu'aux élections et dans le caractère pertinent des actions menées pour renforcer l'intérêt des citoyens et citoyennes pour aller voter et pour améliorer la représentativité des femmes et des jeunes au parlement.

Le rôle également joué par ces associations dans la réforme du code de la famille (en 2004) Les multiples actions de bilans, d'information, de sensibilisation et de formation sur le Code de la famille, pour une application selon une approche égalitaire, menées par le ministère de la justice et les associations (Ennakhil, Centre des droits des gens, Ligue démocratique des droits de la femme, ADFM, etc.).

En conclusion je dirai que le Maroc, dans son processus de démocratisation, de modernisation et de développement durable a renforcé la situation de la femme par tous les outils nécessaires pour son émancipation, pour son autonomisation et pour son adhésion à tous les secteurs d'activités sans aucune restriction. Il est maintenant de la responsabilité de la femme elle-même, de la société civile de bien mener ce combat qui du côté sociale ne fait que commencer, aux mentalités de suivre ces réformes audacieuses et de permettre à la moitié de notre société de s'affirmer.